



Strasbourg, le 1er juin 2017

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°273-2017 du 1er juin 2017

Séance du : 1^{er} juin 2017
Sous la présidence de : Alain Fontanel, Président

Ont assisté à la séance : 17 membres
Absents excusés : 11 absents excusés dont 3 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Dominique BANNWARTH, Azzedine BOUFRIOUA, Doriane CHARTON, Marilyn CLAUDOT, Olivier DELOIGNON, Charles DESSERVY, Alain FONTANEL, Ange-Frédéric KOFFI, Pierre LITZLER, Ada REICHHART, Michel SAMUEL-WEIS, Emmanuel SEJOURNE, Alain SPOHR, Gérard STARCK, Jan-Claire STEVENS, Catherine TRAUTMANN, Jean VERNE.

Pouvoirs :

Camille GANGLOFF donne pouvoir à Alain FONTANEL
Nicolas MATT donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS
Eric SCHULTZ donne pouvoir à Ada REICHHART

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER.

9^{ème} point de l'ordre du jour : modification de l'état des emplois de la HEAR : suppressions et créations d'emplois

Délibéré

Le Conseil d'administration,
après en avoir délibéré
et après avis du Comité technique :

- décide les suppressions et créations des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

Vote

Votants : 20
Pour : 20
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 2017
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 2017 à heures.

Alain Fontanel
Président





Délibération du Conseil d'administration n°273 - 2017 du 1er juin 2017

Objet : Modification de l'état des emplois de la HEAR : suppressions et créations d'emplois

Exposé des motifs

1) suppression du poste à temps non complet d'assistant informatique :

Par délibération du 9 mars 2017, le Conseil d'administration de la Haute école des arts du Rhin validait la création au 1^{er} avril 2017 d'un poste d'assistant informatique à temps complet en remplacement du poste à temps non complet (20/35^{èmes}) pourvu jusqu'alors.

La suppression effective du poste à temps non complet nécessitait, au préalable, l'avis du Comité technique de la HEAR, lequel a été donné en date du 9 mai 2017.

Le Conseil d'administration est invité à supprimer le poste d'assistant informatique (contrat d'accompagnement vers l'emploi) à temps non complet (20/35^{èmes}) à compter du 1^{er} juin 2017.

2) Création de deux emplois aidés d'assistants administratifs à pourvoir dans le cadre de contrats d'accompagnement vers l'emploi ou de contrats emploi avenir :

Dans la mesure du possible, la HEAR s'attache à contribuer à l'effort d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi dès lors qu'ils sont susceptibles de répondre aux besoins de l'établissement. Cette politique se traduit dans un premier temps par la création de postes répondant aux objectifs et aux profils visés par les dispositifs gouvernementaux et dans un second temps, par la pérennisation des embauches au sein de l'établissement dans l'hypothèse où la réalité et la permanence des besoins sont établies, que l'agent donne satisfaction et que les ressources budgétaires peuvent être dégagées.

C'est dans cet esprit qu'il est proposé :

- De créer, à compter du 1^{er} octobre 2017, un emploi aidé d'assistant administratif et technique pour faire face à la décision d'un agent d'accueil mis à disposition par la Ville de Mulhouse depuis 6 ans de réintégrer sa collectivité d'origine. D'un volume horaire hebdomadaire de 35 heures, ce poste s'articulera autour de missions administratives d'accueil et de tâches techniques diverses concourant au bon fonctionnement de la régie du site d'arts plastiques de Mulhouse.
- De créer, à compter du 1^{er} juin 2017, un emploi aidé d'assistant administratif à temps non complet (20 h hebdomadaire) pour accompagner la montée en puissance du service des Ressources Humaines du fait de l'autonomisation de la structure (multiplication du nombre d'agents gérés en propre) mais également en raison du renforcement des exigences réglementaires auxquelles est soumis le service (multiplication des réformes statutaires, généralisation des entretiens professionnels, généralisation des procédures de recrutement en cas de vacances de postes, ...). Sur le plan de la méthode, il convient de

souligner que la création de ce poste s'inscrit dans le cadre d'une démarche d'intégration d'un agent handicapé conduite depuis plusieurs mois avec l'accompagnement du Centre de gestion du Bas Rhin.

Sur le plan budgétaire, ces deux postes sont financés par les aides allouées par l'Etat, la diminution de la contribution de la HEAR au Fonds d'Intégration des Personnes Handicapées (FIPH) mais également par la suppression du poste d'adjoint administratif laissé vacant par le retour à la Ville de Mulhouse de l'adjoint technique assurant les fonctions d'accueil.

Après avis favorable du Comité technique du 9 mai 2017, le Conseil d'administration est invité à créer un emploi aidé (CUI-CAE) d'assistant administratif à temps non complet (20/35^{èmes}) à compter du 1^{er} juin 2017 et un emploi aidé d'assistant administratif et technique à temps complet en remplacement d'un poste permanent d'adjoint technique à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2017.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré et après avis du Comité technique :

- décide les suppressions et créations des emplois susmentionnés ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 1^{er} juin 2017
relative à la modification de l'état des emplois de la HEAR suite à l'avis du Comité technique du 9 mai 2017**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Remun. minimum	Remun. maximum
nouvel emploi créé	Adjoint administratif	Emploi aidé (CAE ou CEA)	Emploi aidé	/	/	/	TNC (20/35)	1	01/10/2017	Emploi aidé	Conditions réglementaires	Conditions réglementaires
emploi supprimé	Assistant informatique	Emploi aidé (CAE ou CEA)	Emploi aidé	/	/	/	TNC (20/35)	1	01/10/2017			
emploi supprimé	Agent d'accueil	Technique	C	Adjoints techniques territoriaux	Adjoint technique	Adjoint principal de 1ère classe	TC (100%)	1	01/10/2017			
nouvel emploi créé	Adjoint administratif et technique	Emploi aidé (CAE ou CEA)	Emploi aidé	/	/	/	TC (100%)	1	01/10/2017	Emploi aidé	Conditions réglementaires	Conditions réglementaires

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.